

le ministre des Finances a montré qu'il comprenait que le programme de modernisation de l'industrie devait être freiné tant qu'il y aurait menace d'inflation.

Les Canadiens, en général, ont fait bon accueil au budget, parce que le ministre n'a pas été victime de ceux qui veulent sonner l'alerte à propos de l'inflation, parce que la réduction des impôts des économiquement faibles marque un progrès dans la guerre à la pauvreté, à cause aussi de l'originalité de l'impôt remboursable de 5 p. 100 sur les bénéfices, et des mesures spéciales telles que la suppression de la taxe de vente sur la machinerie de production.

[Français]

Monsieur l'Orateur, voilà ma modeste contribution et mes considérations sur ce budget qui, j'en suis sûr, sera apprécié par tous les Canadiens comme étant réaliste, qui maintiendra le Canada sur la voie du progrès et dont l'économie grandissante fait l'envie du monde entier.

• (4.40 p.m.)

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Queens): Monsieur l'Orateur, il est toujours bon d'abrégier autant que possible les observations que l'on veut faire, mais surtout, pendant les dernières heures d'un débat. C'est ce que je vais tenter de faire.

Plusieurs de mes collègues de la région atlantique ont, à mon avis, prononcé d'excellents discours sur les problèmes très importants qui se posent dans notre région. Pour ma part, je ne parlerai que d'un aspect du problème, soit des rapports entre l'économie de la région que je représente et l'économie nationale. L'une des responsabilités fondamentales d'un gouvernement national consiste à utiliser ses pouvoirs, économiques ou autres, pour minimiser les inégalités qui existent entre les diverses régions d'un pays, et entre certaines régions et l'ensemble du pays. Certaines de ces régions souffrent dans une grande mesure d'inégalités économiques en raison de politiques nationales. En conséquence, la responsabilité du gouvernement national devient de plus en plus nette. Il nous incombe donc à nous, les représentants de ces régions, d'appeler l'attention du gouvernement sur nos griefs légitimes et nos propositions mûrement réfléchies.

Par suite de ses politiques, le gouvernement actuel, a atténué le pouvoir qu'il a d'équilibrer les avantages et les désavantages économiques au pays. J'estime que tout le processus de la Confédération consistait partiellement en une initiative en vue du partage des moyens économiques, des avantages et des désavantages. Mon collègue d'Edmon-

ton-Ouest (M. Lambert) ou de Klondike-Sud, comme on a dit sur le ton de la plaisanterie, a bien traité de la façon dont le gouvernement a réduit sa faculté de prêter secours et d'agir efficacement dans ces domaines.

Je vais parler non pas de cette faculté ou de sa diminution mais du désir de redresser les inégalités qui existent entre les régions économiques. Je ne pense pas que cette intention se soit manifestée ou se manifeste actuellement. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Chrétien) a prononcé, à mon avis, un excellent discours. Pour être plus précis, je pourrais dire qu'il s'est bien tiré d'affaires en défendant une bien piètre cause.

Je ne crois pas que le point saillant du budget ou de l'exposé budgétaire du ministre soit l'intérêt porté à l'économie régionale ou aux mesures prises par le gouvernement à cet effet. Par le passé, nous avons proposé nombre de moyens d'apporter des améliorations dans la région atlantique où les inégalités deviennent plus marquées. Un grand nombre d'entre nous ont, à l'occasion, signalé des cas où les mesures du gouvernement avaient contribué directement à élargir le fossé économique qui existe entre la région atlantique et le reste du Canada. Permettez-moi de citer à cet égard, la fermeture de l'*Enamel & Heating Plant* dans ma ville, à Charlottetown, la désaffectation de bases militaires comme celle de Goose-Bay et la fermeture de l'établissement naval *Queen Charlotte*.

Si mon collègue de l'Île du Prince-Édouard n'avait pas traité si bien et de façon si convaincante la suspension ou l'exécution selon un nouvel horaire de la chaussée, j'en aurais parlé. Nous aurons peut-être un miracle. Notre chaussée sera construite tout aussi rapidement, alors que nous y dépenserons moins d'argent. Nous la construirons au cours d'une saison plus courte et ainsi de suite. Ayant entendu des propos de ce genre, je me demande pourquoi une chose de si peu de conséquence a même été mentionnée par le ministre, le soir de l'exposé budgétaire.

Dans l'Île du Prince-Édouard, nous n'oublions pas ce petit exercice verbal, ni certaines promesses qui ont été faites pour expliquer les paroles du ministre touchant les projets qu'il a remis à plus tard.

L'histoire montrera, et point n'est besoin d'esprit de parti pour le dire, que le gouvernement actuel ne s'est jamais soucié de la région atlantique autant que le gouvernement antérieur l'a fait dès les premiers jours de son mandat.

L'ancien ministre des Finances a quitté le cabinet. Il semblerait que sa façon de considérer les provinces Maritimes demeure. L'ex-ministre avait dit: «Il faudrait accorder de

[M. Yanakis.]